



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

Savigny-le-Temple, le 24 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 juillet 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABLIÈRES DE MEAUX

90 avenue Henri Dunant
77109 Meaux

Références : E23 - 1791
Code AIOT : 0006502240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 juillet 2023 de la carrière de sables et de graviers exploitée par la société SABLIÈRES DE MEAUX implantée rue du Général de Gaulle sur la commune de Poincy (77470). L'inspection a été annoncée le 10 juillet 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES DE MEAUX
- Rue du Général de Gaulle - 77470 Poincy
- Code AIOT : 0006502240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablières de Meaux est autorisée par arrêté préfectoral n° 2019 DRIEE UD77 063 du 18 juillet 2019 à exploiter une carrière de sables et de graviers, une installation de traitement de matériaux et une centrale de fabrication de béton prêt à l'emploi sur la commune de Poincy.

L'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD77 132 du 27 octobre 2022 prolonge d'une durée de deux ans la finalisation de la remise en état de la carrière, jusqu'au 18 juillet 2024.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Remise en état de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Remise en état du site | Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III-14-II | / | Sans objet |
| 2 | Remblayage | Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III.15 | / | Sans objet |
| 3 | Prolongation de la durée de la remise en état de la carrière | AP Complémentaire du 27/10/2022, article 1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Sablières de Meaux a fini les travaux d'excavation de la carrière et poursuit la remise en état de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état du site

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III-14-II |
| Thème(s) : Autre, Remise en état |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : II - La vocation du site à l'issue de sa remise en état est industrielle et agricole selon un modelé similaire aux terrains d'origine, et conformément aux dispositions de cessation d'activités susmentionnées. A terme, les terrains restitués retrouvent la cote d'origine : sur le secteur 1 : de 47 m NGF à 52 m NGF d'est en ouest, sur le secteur 2 : de 47 m NGF à 51 m NGF d'est en ouest. La remise en état du site comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">• La mise en sécurité des fronts d'exploitation. Celle-ci est assurée par le remblayage intégral des excavations, dans les conditions prévues à l'article III.15.• Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures (aires étanches, locaux, pistes..), infrastructures, équipements et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site. Tous les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont définitivement évacués du site en fin d'exploitation. Les produits polluants et déchets sont |

valorisés ou éliminés dans des installations dûment régies à cet effet.

- Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

- L'arasement des exhaussements liés à l'activité de la carrière et des installations de traitement au niveau originel du sol.

- Les terrains où l'activité extractive a été pratiquée et destinés à l'usage agricole sont remblayés avec les remblais extérieurs, des stériles de la découverte sur lesquels est procédé un décompactage profond suivi d'un régalaie des terres végétales.

Le régalaie final est d'un minimum de 30 à 50 cm de terres végétales pour les secteurs à vocation de culture. Il est pratiqué en veillant particulièrement à la régularité des terrains pour éviter la création de « mouillères ».

- Le bassin de récupération des eaux pluviales, d'une superficie d'environ 1500 m², situé sur les parcelles C37 et C38 est conservé.

- L'accès aménagé est conservé, ainsi qu'une zone stabilisée au nord.

- Une bande boisée est créée le long de la ligne SNCF.

- Une haie située près de la RD17a et aux abords du bassin est créée. Elle est constituée de prunelliers, cornouillers sanguins, viorne obier, saules.

Le plan de l'état final prévu, avec la destination des différents secteurs et leurs cotes caractéristiques, figure en annexe du présent arrêté.

Constats : L'exploitant a arrêté les activités d'extraction et poursuit la remise en état de la carrière en réalisant le remblayage de la fosse jusqu'à la côte d'origine des terrains. Le stockage de sablons, situé à l'ouest de la carrière, sera utilisé en tant que remblais. Les terres végétales stockées en périphérie du site seront utilisées pour la remise en état agricole.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III.15

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des remblais

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

(...)

Le remblayage est réalisé avec les matériaux extraits du site (terres de découvertes, matériaux non valorisables, fines argileuses issues du lavage des matériaux) ainsi qu'avec des matériaux d'origine extérieure. Ces derniers ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantiers de terrassement. Ils sont préalablement triés à la source de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes et à écarter tout déchet tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc..

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux apportés sont conformes à leur destination.

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones et les niveaux de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi ; • il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ; • il vérifie visuellement la nature des matériaux ; • soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé ; • le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés. |
| <p>Constats : L'exploitant remblaie sa carrière soit avec des terres de découverte ou soit avec des matériaux inertes externes. L'exploitant a mis en place une procédure afin de contrôler la qualité des matériaux externes reçu dans sa carrière. Avant réception d'un camion chargé de matériaux extérieurs, la société de transport doit justifier l'origine des remblais avec, le cas échéant, un diagnostic de pollution. Un contrôle visuel de la qualité du chargement du camion est réalisée au niveau de l'accueil à l'aide d'une caméra. Un bon de décharge est délivré. L'exploitant a présenté le registre des terres reçues. Ce registre garantit la traçabilité des matériaux inertes externes et permet notamment de localiser leur emplacement dans la fosse à l'aide d'un plan. Les matériaux externes sont déchargés sur une plate-forme avant remblaiement dans la fosse.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 3 : Prolongation de la durée de la remise en état de la carrière

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2022, article 1</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Calendrier de la remise en état</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p> |
| <p>Prescription contrôlée : (...)</p> <p>La société SABLIERES DE MEAUX n'est plus autorisée à réaliser des travaux d'extraction de sables silico-calcaires.</p> <p>L'autorisation relative à la remise en état de la carrière est prolongée jusqu'au 18 juillet 2024.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant ne réalise plus de travaux d'extraction. La remise en état de la carrière se poursuit.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

